

4 avril 1790

---

N<sup>o</sup>. C. XVIII.

---

L'AMI DU PEUPLE,

OU

LE PUBLICISTE PARISIEN,

JOURNAL POLITIQUE ET IMPARTIAL,

Par M. MARAT (1), auteur de l'Offrande à la Patrie,  
du Moniteur, et du Plan de Constitution, etc.

---

Vitam impendere vero.

---

Du Dimanche 4 Avril 1790.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Séance du 2 Avril 1790.

Suite de la discussion sur le privilège de la compagnie des Indes. -- Des rentes et des pensions.

-- Trait de politique du directeur des finances.

-- Réflexions de l'Ami du Peuple. Nouvelles étrangères. -- De Warsovie. -- De Bruxelles.

C'est M. de Nérac, député de Bordeaux, qui a rouvert la discussion sur la compagnie des Indes orientales. On a bien vu qu'il étoit négoc-

---

(1) Je préviens mes lecteurs que l'ex-perruquier Guignot, continuateur de ma feuille, la suppose de mon imprimerie, pour mieux escroquer l'argent du public.

ciant , par l'intérêt qu'il a pris à la liberté de ce commerce , et sur-tout par les détails où il est entré.

M. de Clermont-Tonnerre a pris un ton qui a fait douter pour quel parti il tenoit. Il a condamné les privilèges exclusifs ; mais il n'a pas moins prouvé qu'on ne devoit pas prononcer sans avoir d'autres données que celles qui existent, et qu'il seroit de la plus haute imprudence de décider légèrement la destruction de la compagnie. Il avoit lu tout ce qui s'est écrit sur cette matière : mais tous les faits lui ont paru douteux. Ni l'abbé Mauri, ni M. Dupont, n'ont, suivant lui, donné des éclaircissemens satisfaisans. Enfin, il a proposé que l'assemblée décrêtât :

1°. Qu'il ne seroit rien innové dans le commerce de la compagnie des Indes orientales.

2°. Que dès à présent la compagnie payera les droits de traites et d'indult.

3°. Que le comité d'agriculture et de commerce recueillera des faits, des renseignemens positifs, pour que toutes les questions relatives à la compagnie des Indes soient de nouveau soumises à la législature.

Dans le cours de la discussion, l'orateur a fait lecture d'une lettre du trois fois grand COLBERT, bien propre à montrer le caractère despotique de ce ministre de Louis XIV. Colbert prétend



que dans les Colonies, il ne faut point de ces assemblées qui tracasseroient l'idée des anciens états-généraux. Il ne veut pas même que le peuple confie ses intérêts à des syndics, chacune ( y dit-il ) devant parler pour *soi*, et seul pour *tous*. — La discussion a été continuée au lendemain.

P. S. A la fin de la séance, un honorable membre a montré son étonnement de ce qu'on s'empressoit si peu de s'occuper de la discussion du projet de loi présenté par M. l'abbé Syeys, au nom du comité de constitution, le 20 janvier dernier, contre les délits qui se commettoient, dit-il, chaque jour par la liberté indéfinie de la presse. Il a même dénoncé à l'assemblée un ouvrage nouveau qu'il a traité de libelle, intitulé : *défense de la liberté de la presse* contre ce même projet de loi. — L'assemblée a résolu de s'en occuper immédiatement après l'organisation du pouvoir judiciaire.

#### Des rentes et des pensions.

Dans l'état de gêne, de pénurie où se trouve le trésor public, que les créanciers de la nation soient forcés d'attendre, le malheur des circonstances leur en fait une loi ; mais qu'ils souffrent, qu'ils languissent après les arrérages de leurs rentes, qu'on n'en soit encore qu'au paiement

des six derniers mois de 1788 (1), et que la caisse des pensions du trésor royal achève actuellement le paiement des six premiers mois de 1789, je ne puis dissimuler qu'une manière aussi scandaleuse d'administrer les finances nécessaires au service de ces deux caisses, ne s'accorde pas plus avec les règles de la justice, qu'avec la probité tant vantée du banquier Genevois qui y préside. Quoi ! des pensions, qui ne sont presque toutes que des dons, des gratifications, extorquées par l'intrigue, par l'importunité et la faiblesse du souverain, et rarement la récompense du mérite ou des services, sont payées avant la dette sacrée de l'état ! Quoi ! le créancier de l'état, déjà réduit aux dernières extrémités, par une trop longue attente, voit payer avant lui la classe inutile des pensionnés, des sang-sués de la nation ! Quoi ! le malheureux qui, après avoir travaillé, sué, économisé toute sa vie, aura livré son petit trésor à l'état, pour s'assurer la subsistance à la fin de ses jours, périra de misère et sera réduit au désespoir, par la suspension de son paiement, tandis que l'intrigant ou le grand seigneur, pensionnés, payés de son argent, vivront dans l'abondance ! -- L'état ne

---

(1) Les paiemens des rentes de l'hôtel-de-ville n'en sont encore qu'à la lettre M.



doit pas avoir plus de droits que les membres qui le composent : la loi doit être pour tous. Or, la donation que feroit un particulier, de tout ou partie de ses biens, au préjudice de ses créanciers, seroit déclarée frauduleuse et nulle dans tous les tribunaux : donc l'état doit commencer par solder ses créanciers avant que d'acquitter les dons qu'il a faits : donc le paiement qui s'effectue journellement à la caisse des pensions des six premiers mois de 1789, au préjudice des créanciers de la nation, qui ne sont pas même payés des six derniers mois de 1788, sont frauduleux et nuls : donc j'ai eu raison d'avancer, dans ma dénonciation du directeur financier, que l'ambition est la passion qui le dévore, et que l'intérêt du peuple est nul à ses yeux, pourvu qu'il s'attache les grands.

#### Trait de politique du Directeur des finances.

On se rappelle que le projet Neckeral de l'établissement d'un bureau de trésorerie, dont les membres seroient pris dans l'assemblée nationale, a été unanimement rejeté, par cet auguste sénat, malgré l'intervention suggérée du roi. Un de ses membres, les plus éclairés, lui avoit déjà prouvé, dans une autre occasion, que le rôle du ministre des finances devant se borner à recevoir et à

payer, d'après les décrets du corps législatif, cette partie si embrouillée de notre ancienne administration devenoit la chose la plus simple et la plus aisée sous la législation actuelle. L'assemblée se remémorant cette vérité, et persistant dans le sage décret qui exclut ses membres des fonctions ministérielles, n'a pas cru devoir adopter une demande de cette nature. -- L'agioteur Genevois ne s'est pas tenu pour vaincu, ne s'est pas rebuté; il n'a pas voulu être réduit à l'état de simple caissier, après avoir si facilement disposé de nos finances, après avoir arbitrairement usé de la faculté de remplir ou de vider la caisse nationale, au gré de son ambition, de son intérêt et de ses caprices. Il a mis en campagne une milice de ses anciens camarades, de ses favoris. Ils ont persuadé aux membres du comité de finances qu'ils ne pouvoient jamais rien faire de bien, de conséquent, de durable, s'ils ne prenoient pas le Genevois pour guide; et le comité des finances, abusé par cette troupe de capitalistes, de banquiers, d'agiateurs et d'agens de change, dont la fortune tient à l'influence de leur chef dans l'assemblée nationale, a arrêté de ne rien présenter dans l'assemblée des représentans de la nation, sans l'avoir communiqué au ministre adoré, et s'être concerté avec lui.



## Réflexions de l'Ami du Peuple.

Les sourdes menées de l'intrigue étoufferoient-elles toujours et les vérités les plus saines, et les principes les mieux affermis ? L'assemblée nationale, fidelle aux principes d'une constitution sage, et à son propre décret, proscriit l'établissement d'un bureau de trésorerie, composé de ses membres ; et le comité des finances, s'écartant de ces deux règles inviolables, arrête de ne rien présenter à l'assemblée sans l'avoir communiqué au ministre des finances, et sans s'être concerté avec lui. Certes, voilà le bureau de trésorerie bien adopté, bien établi : voilà enfin les vœux de l'ambitieux ministre remplis. Le voilà chef du comité des finances ; ce qui équivalait sans doute à la dignité de chef du bureau de trésorerie. Rien ne va plus se projeter que d'après ses plans de banque et d'agiot : rien ne va plus se décider que par lui, que pour lui et ses chers favoris. — Régénérateurs de la France, tenez-vous en garde contre les ressources insidieuses du banquier Genevois ; et n'oubliez jamais ces paroles remarquables, prononcées dans votre assemblée, par un de vos plus illustres membres : « Je m'étonne qu'on ait fait de l'administration des finances un art si difficile. » Faut-il donc tant de peine pour savoir ce qu'on a à payer annuellement, et aviser aux moyens d'y fournir ? L'administrateur des finances n'est rien autre chose à mes yeux que l'homme chargé de veiller à la recette et à la dépense dont on lui a donné les bulletins «.

## NOUVELLES ÉTRANGÈRES.

## De Warsovie.

Le clergé vient de proposer à l'auguste diète d'ôter des clochers toutes les cloches superflues, et d'en faire des canons. — Ne pourrions-nous pas proposer au sénat françois de faire, avec les nôtres, de la monnoie? Le peuple y gagneroit doublement, il seroit moins assourdi et mieux payé.

## De Bruxelles.

Enfin, l'ancien gouvernement ne possède plus rien dans l'intérieur du pays. La citadelle d'Anvers n'ayant pas reçu les secours qu'elle attendoit, s'est rendue le 29 mars, suivant la teneur de la capitulation conclue au mois de février. Ce dernier reste du joug Autrichien ne subsiste plus. Il n'est question de rien moins à présent que d'imiter les parisiens, et de raser cette bastille des Pays-bas. — Cette conquête auroit mis le comble à la joie publique, sans la division qui subsiste dans le sein même du parti patriotique. Il est bien tems de la faire cesser, si les Brabançons veulent s'opposer aux ennemis de la liberté. C'est sans doute un de ces derniers qui, pour relever le parti Autrichien, s'est porté au lâche attentat que détestent tous les bons citoyens : deux coups de fusils partis de mains royalistes, ont été tirés sur Vander-Noot : heureusement aucun n'a porté ; et l'on s'est saisi de l'un des coupables.

---

De l'Imprimerie de M A R A T.